



**Statuts de
MindMaze Therapeutics Holding SA**

**Articles of Association of
MindMaze Therapeutics Holding SA**

I. Raison sociale, siège, durée et but

Article 1

Raison sociale, siège et durée

1 Sous la raison sociale

MindMaze Therapeutics Holding SA
(MindMaze Therapeutics Holding Ltd)
(MindMaze Therapeutics Holding AG)

Il existe une société anonyme qui est régie par le titre 26 du Code Suisse des Obligations (CO) et par les présents Statuts, avec siège à Genève, Canton de Genève (la "Société").

2 La durée de la Société est indéterminée.

Article 2

But

1 La Société a pour but la recherche, le développement, la production et la vente de produits dans les domaines de la biotechnologie, de la pharmacie, du diagnostic, de la thérapie, de la chimie et des produits cosmétiques ainsi que l'achat, la vente et l'exploitation de brevets et de licences dans ce domaine. La Société peut s'engager dans tous types de transactions qui semblent appropriées pour promouvoir le but de la Société ou qui y sont liées, y compris l'acquisition, la détention, la gestion, l'aliénation et le financement de

I. Company, Location, Duration, Purpose

Article 1

Company Name, Registered Seat and Duration

1 Under the name

MindMaze Therapeutics Holding SA
(MindMaze Therapeutics Holding Ltd)
(MindMaze Therapeutics Holding AG)

there exists a share corporation as defined in title 26 of the Swiss Code of Obligations (CO) and in these Articles of Association with its registered office in Geneva, canton of Geneva (the "Company").

2 The duration of the Company is unlimited.

Article 2

Purpose

1 The purpose of the Company is to research, develop, produce and sell products in the fields of biotechnology, pharmaceutical, diagnosis, therapy, chemical, and cosmetical products, as well as to purchase, sell and use patents and licenses in this field. The Company may engage in all types of transactions that appear appropriate to promote the purpose of the Company or that are related thereto, including the acquisition, the holding, the management, the sale and the financing of direct and indirect participations in enterprises of all kind in

participations directes ou indirectes dans des sociétés de toute sorte en Suisse et à l'étranger, en particulier dans le domaine de la fourniture de services précliniques, cliniques et réglementaires dans des entreprises qui entreprennent la recherche et le développement, la fabrication, le commerce et la distribution de produits pharmaceutiques, chimiques et cosmétiques de toutes sortes ainsi que pour la conception économique et scientifique d'approches et de solutions concernant le traitement de maladies, d'indications médicales et de traitement thérapeutiques, à l'exclusion des sociétés détenant des biens immobiliers à affectation résidentielle en suisse.

2 La Société peut créer des succursales et des filiales en Suisse ou à l'étranger, acquérir des participations dans d'autres sociétés et gérer, exploiter et vendre des biens immobiliers, à l'exclusion de l'acquisition directe ou indirecte de biens immobiliers à affectation résidentielle en Suisse. La Société peut acquérir, détenir et vendre des marques, des droits d'auteur, des dessins et modèles et d'autres droits de propriété intellectuelle en Suisse ou à l'étranger.

3 La Société peut fournir et/ou obtenir des financements de toute nature pour son propre compte ou pour le compte d'une autre partie et, en particulier, conclure des opérations de prêt ou de garantie avec ou sans contrepartie, avec ou pour le compte de toute filiale directe ou indirecte et d'autres sociétés affiliées. La Société peut également fournir des services de gestion à la société mère, à ses filiales ou à d'autres sociétés affiliées.

4 La Société peut exercer toutes les activités et prendre toutes les mesures jugées appropriées

Switzerland or abroad, in particular in the field of rendering preclinical, clinical and regulatory services in companies that undertake research and development, manufacture, trade and distribute pharmaceutical, chemical and cosmetical products of all kinds and in the economic and scientific development of new therapeutic concepts and solutions for the treatment of diseases, medical indications and therapeutic treatments, excluding companies holding residential real estate in Switzerland.

2 The Company may establish branches and subsidiaries within Switzerland or abroad and may acquire participations in other companies and manage, exploit and sell real estate excluding the direct or indirect acquisition of residential real estate in Switzerland. The Company may acquire, hold and sell trademarks, copyrights, designs and other intellectual property rights in Switzerland or abroad.

3 The Company may provide and/or obtain financings of any kind for its own account or for the account of another party and in particular enter into loan or security transactions with or without consideration, with or on behalf of any direct or indirect subsidiary and other affiliated companies. The Company may also provide management services for parent, subsidiary or other affiliated companies.

4 The Company may do all business and take all measures which are deemed appropriate in



pour promouvoir le but social de la Société ou furthering the purpose of the Company or which qui sont directement ou indirectement liées à are directly or indirectly connected with its son but social.

purpose

II. Capital-actions, titres d'actions et registre des actions

Article 3 Capital-actions

Le capital-actions de la Société s'élève à CHF 15'904'083,70, divisé en 159'040'837 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.10 chacune. Le capital-actions est entièrement libéré.

[Supprimé]

Article 3a Capital-actions autorisé

[Supprimé]

Article 3a^{bis} Capital-actions autorisé

[Supprimé]

Article 3a^{ter} Marge de fluctuation de capital

1 Le conseil d'administration est autorisé, en tout temps jusqu'au 13 novembre 2030, à augmenter le capital-actions aussi souvent qu'il le souhaite dans les limites inférieures de CHF 15'904'083.70 et supérieures de CHF 19'404'083.70 par l'émission de 35'000'000 actions nominatives au maximum, à libérer entièrement, d'une valeur nominale de CHF 0.10 chacune (marge de fluctuation de capital). Une

II. Share Capital, shares and share register

Article 3 Share Capital

The share capital of the Company amounts to CHF 15'904'083,70, divided into 159'040'837 registered shares with a par value of CHF 0.10 each. The shares are fully paid up.

[Deleted]

Article 3a Authorized share capital

[Deleted]

Article 3a^{bis} Authorized share capital

[Deleted]

Article 3a^{ter} Capital band

1 The Board of Directors shall be authorized, at any time until 13 November 2030, to increase the share capital at any time and as often as desired within the lower limit of CHF 15'904'083.70, and the upper limit of CHF 19'404'083.70, by issuance of up to 35'000'000 fully paid in registered shares with a nominal value of CHF 0.10 each (capital band). A capital reduction shall be excluded. An

réduction de capital est exclue. Une augmentation par paiements partiels est autorisée. De plus, dans les limites des art. 659 ss du Code des obligations suisse, une augmentation par nouvelle souscription d'actions par la Société pour offre subséquente à des actionnaires ou à des tiers, ou pour placement auprès de ceux-ci, est autorisée. Le conseil d'administration fixe le montant de l'émission, la date du droit au dividende et le type d'apport. Le conseil d'administration peut émettre de nouvelles actions par le biais d'une prise ferme ou tout autre moyen par une ou plusieurs banques suivie par une offre aux actionnaires ou à des tiers. Le Conseil d'administration est autorisé à autoriser, à restreindre ou à refuser l'échange de droits de souscription. Le conseil d'administration peut laisser les droits de souscription non exercés s'éteindre ou peut placer ceux-ci ou les actions nominatives, auxquelles des droits de souscription sont conférés, mais non exercés, sur le marché aux conditions du marché ou les utiliser autrement dans l'intérêt de la Société.

2 Le conseil d'administration est habilité à restreindre ou à exclure les droits de souscription des actionnaires et à l'attribuer à des tiers, ou à la Société, en cas d'utilisation des actions : (1) pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations, pour l'acquisition de produits, de propriété intellectuelle ou de licences, ou pour des projets d'investissement ou pour le financement ou le refinancement de telles transactions par le biais d'un placement d'actions; ou (2) dans le but d'élargir le cercle des actionnaires ou dans le cadre d'une cotation d'actions sur des bourses nationales ou étrangères; ou (3) pour la participation de collaborateurs, de membres du Conseil d'administration et de consultants de la

increase in partial amounts is permitted. Furthermore, within the limits of Article 659 and ss. of the Swiss Code of Obligations, an increase by original subscription of shares by the Company for the purpose of subsequent offers to shareholders or third parties or distribution among them is permitted. The Board of Directors will determine the appropriate issue price, the date of dividend entitlement and the way of contribution. The Board of Directors may issue new shares by means of underwriting or in any other manner by one or more banks and subsequent offer to shareholders or third parties. The Board of Directors is authorized to permit, to restrict or to deny the trade of subscription rights. The Board of Directors may forfeit unexercised subscription rights, or it can distribute these or the shares for which subscription rights have been granted but not exercised at market conditions or otherwise use them in the interest of the Company.

2 The Board of Directors is entitled to restrict or exclude the subscription rights of shareholders and to allocate them to third parties, or to the Company, in the event of the use of shares: (1) for the acquisition of companies, parts of companies or participations, for the acquisition of products, intellectual property or licenses, or for investment projects or for the financing or refinancing of such transactions through a placement of shares; or (2) for the purpose of broadening the shareholder constituency or in connection with a listing of shares on domestic or foreign stock exchanges; or (3) for the participation of employees, members of the Board of Directors and consultants of the Company or its subsidiaries in accordance with



Société ou de ses filiales conformément à un ou plusieurs règlements adoptés par le conseil d'administration; ou (4) dans le cadre d'une offre de titres destinée à couvrir l'option "green shoe" (option de répartition des excédents) accordée à une ou plusieurs banques ; ou (5) pour des projets d'investissement et/ou des instruments financiers utilisés sur les marchés des capitaux nationaux ou internationaux; ou (6) pour lever des capitaux de manière rapide et flexible, ce qui serait difficilement réalisable sans l'exclusion des droits de souscription statutaires des actionnaires existants.

3 Si dans le cadre de rachats d'entreprises, de parts d'entreprises ou de participations, ou de nouveaux projets d'investissement, des engagements sont contractés en vue de servir les intérêts d'emprunts convertibles, de prêts ou d'autres instruments financiers similaires, le conseil d'administration peut émettre de nouvelles actions afin de remplir les engagements de livraison correspondants, les droits de souscription des actionnaires étant dans ce cas exclu.

4 Si le capital-actions augmente à la suite d'une augmentation du capital conditionnel conformément à l'article 3b^{bis} al. 1 ou 2 des Statuts, la limite supérieure et la limite inférieure de la marge de fluctuation sont relevées en fonction du montant de l'augmentation du capital-actions.

Article 3b^{bis}
Capital-actions conditionnel

1 Le capital-actions de la Société est augmenté par l'émission d'un maximum de 15'000'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.10 chacune et devant être entièrement

one or more regulations adopted by the Board of Directors; or (4) in connection with an offering of securities in order to cover the green shoe option (surplus allocation option) granted to one or more banks; or (5) for investment projects and/or financial instruments which are used in national or international capital markets, or (6) for raising capital in a fast and flexible manner, which would hardly be achievable without the exclusion of the statutory subscription rights of the existing shareholders.

3 If the Company assumes commitments to serve convertible bonds, loans or similar financial instruments in the context of acquisitions of businesses, business divisions or participations, or of investment projects, the Board of Directors is entitled to issue new shares under exclusion of the subscription rights of shareholders in order to fulfil the corresponding delivery obligations.

4 If the share capital increases as a result of an increase from conditional capital pursuant to article 3b^{bis} para. 1 or 2 of these Articles of Association, the upper and lower limits of the capital band shall increase in an amount corresponding to such increase in the share capital.

Article 3b^{bis}
Conditional share capital

1 The share capital of the Company may be increased by the issuance of up to 15'000'000 registered shares to be fully paid up, each with a par value of CHF 0.10 to the nominal value of

libérées, pour un montant nominal de CHF 1'500'000.00, en cas d'exercice de droits d'option octroyés à des employés, des membres du conseil d'administration et des conseillers de la Société ou de ses filiales. En cas d'émission d'actions, d'options ou de droits de souscription connexes, le droit de souscription ainsi que le droit de souscription préférentiel des actionnaires de la Société sont exclus. Les droits d'option pour des employés, des membres du conseil d'administration et des conseillers sont octroyés par la Société. Le conseil d'administration fixe les conditions d'option, telles que le montant d'émission, la date du droit au dividende et le type d'apport dans le cadre de règlements. L'exercice des droits d'option et la renonciation à ce droit sont effectués par écrit sur papier ou sous forme électronique.

2 Le capital-actions de la Société est augmenté par l'émission d'un maximum de 35'000'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.10 chacune et devant être entièrement libérées, pour un montant nominal maximum de CHF 3'500'000.00, en cas d'exercice de droits de conversion ou d'option, qui ont été octroyés aux personnes légitimées en rapport avec l'émission d'emprunts ou d'instruments financiers semblables, ou de prêts par la Société ou de ses filiales et qui donne le droit à une conversion en actions, ou de droits d'option qui ont été octroyés aux actionnaires existants et/ou de nouveaux actionnaires dans le cadre d'augmentations de capital. Les droits de souscription des actionnaires sont exclus. Les conditions d'exercice des droits de conversion et/ou d'option, le montant d'émission et la date du droit au dividende seront déterminés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut limiter ou exclure les droits de souscription préférentiels des actionnaires:

CHF 1'500'000.00 through the exercise of options granted to employees, members of the Board of Directors and consultants of the Company or its subsidiaries. The subscription rights and preemptive rights of the shareholders of the Company are excluded in connection with the issuance of any shares, options or subscription rights thereof. The option rights for employees, members of the Board of Directors and consultants are issued by the Company. The terms of the options, such as the issue price of the shares, date of dividend entitlement and way of contribution are determined by the Board of Directors in the context of regulations. The exercise of the option rights and the waiver of such right shall be made in writing on paper or in electronic form.

2 The Company's share capital may be increased by the issuance of up to 35'000'000 registered shares to be fully paid up, each with a par value of CHF 0.10 to a nominal value of CHF 3'500'000.00 by the exercising of conversion or option rights granted to entitled parties in connection with bonds and similar financial instruments or loans of the Company or its subsidiaries that allow for conversion into shares of the Company, or option rights granted to existing and/or new shareholders in connection with capital increases. Subscription rights of shareholders are excluded. The Board of Directors shall determine the conversion and option terms, the issue price and the date of dividend entitlement. The Board of Directors is authorized to limit or exclude the preemptive rights of existing shareholders in the event: (1) of the financing or refinancing of the acquisition of enterprises, parts of enterprises, participations or investments, (2) of the financing or refinancing of the Company or its



(1) pour le financement ou le refinancement de l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises, de participations ou d'investissements; (2) pour le financement ou le refinancement de la Société ou de ses filiales; (3) pour l'émission d'emprunts convertibles ou à option dans le but de placements sur les marchés des capitaux nationaux ou internationaux pour l'élargissement stratégique du cercle d'investisseurs, y compris le placement auprès d'un ou de plusieurs partenaires stratégiques (placement privé inclus); (4) dans le but d'une prise ferme de telles obligations et d'autres instruments financiers par une ou plusieurs banques suivie d'une offre publique; ou si l'émission a lieu sur des marchés de capitaux nationaux ou internationaux; ou (5) par le biais d'un placement privé. Si les droits de souscription préférentiels sont exclus ou ne sont pas accordés indirectement: (i) les emprunts convertibles ou à option doivent être placés aux conditions du marché et (ii) la période d'exercice des droits de conversion et d'option doit être fixée à 10 ans au maximum à compter du moment de l'émission correspondante. Les droits d'options qui ont été octroyés aux actionnaires existants et aux nouveaux actionnaires dans le cadre d'augmentations du capital ont une période d'exercice d'au maximum 5 ans. L'exercice des droits d'option et la renonciation à ce droit sont effectués par écrit sur papier ou sous forme électronique.

Article 3c

[Supprimé]

subsidiaries, (3) of the issuance of convertibles and/or option bonds for the purpose of placement on national or international capital markets (including private placements), (4) for purposes of the underwriting of such bonds and other financial instrument by one or more banks with subsequent public offer; or if the issuance occurs in national or international capital markets, or (5) through a private placement. If the preemptive rights of existing shareholders are excluded and not even granted indirectly, (i) convertibles or option bonds are to be issued on market terms and (ii) the time limit for the exercising of conversion and/or option rights must be set at a maximum of 10 years from the date of the relevant issue. Option rights granted to existing and/or new shareholders in connection with capital increases shall have a time limit for exercising of up to 5 years. The exercise of the option rights and the waiver of such right shall be made in writing on paper or in electronic form.

Article 3c

[Deleted]

| | |
|---|--|
| Article 3d | Article 3d |
| Capital-actions conditionnel II | Conditional share capital II |
| [Supprimé] | [Deleted] |
| Article 3e | Article 3e |
| [Supprimé] | [Deleted] |
| Article 4 | Article 4 |
| Forme des actions | Form of Shares |
| 1 Sous réserve des alinéas 4 et 6, les actions nominatives de la Société sont émises sous forme de droits-valeurs et sont gérées sous la forme de titres intermédiaires. | 1 The Company's registered shares are issued and managed subject to paragraphs 4 and 6 as book-entry securities. |
| 2 Les actes de dispositions sur les titres intermédiaires, y compris la constitution de sûretés, sont soumis à la Loi fédérale sur les titres intermédiaires. | 2 Regulations on book-entry securities, including the provision of collateral, are subject to the law on book-entry securities |
| 3 Les titres intermédiaires basés sur des actions nominatives de la Société ne peuvent pas être transférés par voie de cession. En outre, une sûreté sur de tels titres intermédiaires ne peut pas être accordée par voie de cession. | 3 Book-entry securities based on registered shares of the Company cannot be transferred by way of assignment. Further, a security interest in any such book-entry securities cannot be granted by way of assignment. |
| 4 La Société peut retirer du système de détention les actions émises sous la forme de titres intermédiaires. | 4 The Company may withdraw shares managed as book-entry securities from the custody system. |
| 5 L'actionnaire peut, pour autant qu'il soit inscrit au registre des actions, demander en tout temps à la Société de lui établir une attestation relative à ses actions nominatives. | 5 The shareholder may, if he is registered in the stock book, at any time request the Company to issue a certificate of his registered shares. |
| 6 L'actionnaire n'a pas de droit à l'impression et à la livraison de titres ou à la conversion en une autre forme des actions nominatives émises | 6 The shareholder has no right to print and deliver certificates or conversions of registered shares issued in a specific form in another form. |



sous une certaine forme. Par contre, la Société peut à tout moment imprimer et livrer des titres (titres individuels, certificats ou certificats globaux) ou remplacer des droits-valeurs ou des titres par une autre forme, et annuler des titres émis qui lui sont restitués.

Article 5

Registre des actions, restrictions d'inscription, Nominees

1 Il est tenu un registre des actions nominatives qui mentionne le nom et le prénom (pour les personnes morales, la raison sociale), l'adresse et la nationalité (pour les personnes morales, le siège) des propriétaires et des usufruitiers. Si une personne inscrite au registre des actions change son adresse, elle est tenue d'en informer la Société. Tant que cette annonce n'est pas intervenue, toutes les communications par courrier sont valablement faites à l'adresse inscrite en dernier dans le registre des actions. A l'égard de la Société, seules les personnes inscrites au registre des actions sont considérées comme actionnaires ou usufruitiers.

2 Les acquéreurs d'actions nominatives sont inscrits sur demande au registre des actions en tant qu'actionnaires avec droit de vote s'ils déclarent expressément avoir acquis ces actions nominatives en leur propre nom et pour leur propre compte, qu'aucun contrat sur la reprise ou la restitution desdites actions n'a été conclu et qu'ils supportent le risque économique lié aux actions. La demande d'inscription au registre des actions peut être déposée par voie électronique.

3 Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration peut inscrire des personnes qui

The Company may however at any time issue certificates (individual documents and certificates or global certificates) or convert book-entry securities or certificates into a different form and cancel issued certificates delivered to it.

Article 5

Share register, Registration Restrictions, Nominees

1 For the registered shares a share register is kept, in which the surname and the first name of holders and usufructuaries are entered (for legal entities, the Company name), together with address and nationality (for legal entities, the registered office). Should a person entered in the share register change their address, they must inform the Company. Where this has not been done, all written communications are valid if made to the address entered in the share register. In relation to the Company, only the person or entity entered in the share register is recognized as a shareholder or usufructuary.

2 Purchasers of registered shares will be entered upon request in the share register as shareholders with voting rights if they explicitly declare that they have acquired these registered shares in their own name and for their own account, that no agreement exists regarding the redemption or return of corresponding shares and that they bear the economic risks associated with the shares. The application to be entered in the share register may be submitted electronically.

3 Notwithstanding the foregoing, the Board of Directors may register persons who do not

ne déclarent pas avoir acquis leurs actions nominatives en leur propre nom et pour leur propre compte (chacune de ces personnes étant un "Nominee") en tant qu'actionnaires avec droit de vote dans le registre des actions de la Société pour un nombre d'actions nominatives de la Société qui représente jusqu'à 2% du capital-actions de la Société inscrit au registre du commerce. Le conseil d'administration peut également inscrire un Nominee en tant qu'actionnaire avec droit de vote au-delà de la limite de 2% susmentionnée si le Nominee concerné s'engage à communiquer à la Société, sur demande, le nom et le prénom (pour les personnes morales, la raison sociale), ainsi que l'adresse (pour les personnes morales, le siège social) des personnes pour le compte desquelles le Nominee concerné détient 2% ou plus du capital-actions de la Société inscrit au registre du commerce, ainsi que le nombre d'actions nominatives de la Société détenues par le Nominee concerné pour le compte de ces personnes.

4 Après avoir entendu l'actionnaire inscrit concerné, le conseil d'administration peut le cas échéant radier l'inscription de cet actionnaire en tant qu'actionnaire avec droit de vote au registre des actions avec effet rétroactif à la date d'inscription si l'inscription a été faite sur la base d'informations fausses ou trompeuses ou en cas de violation du contrat entre la Société et l'actionnaire concerné. L'intéressé doit être informé de la radiation.

5 Le conseil d'administration établit les détails et émet les instructions nécessaires au respect des dispositions précédentes. Dans des cas particuliers, il peut accorder des dérogations à

declare that they have acquired their registered shares in their own name and for their own account (each such person a "Nominee") as shareholders with voting rights in the share register of the Company with respect to a number of registered shares of the Company that represents up to 2% of the share capital of the Company registered in the commercial register. The Board of Directors may further register a Nominee as a shareholder with voting rights beyond the 2% limit referred to above if the relevant Nominee undertakes to communicate to the Company, upon request, the surname and first name (for legal entities, the company name), together with the address (for legal entities, the registered office) of the persons for whose account the relevant Nominee holds 2% or more of the share capital of the Company registered in the commercial register, and the number of registered shares of the Company held by the relevant Nominee for the account of such persons.

4 The Board of Directors may, after hearing the registered shareholder concerned, where appropriate, remove the registration of such shareholder as a shareholder with voting rights in the share register with retroactive effect to the date of registration if the registration was made on the basis of false or misleading information or in the event of a breach of the agreement between the Company and the shareholder concerned. The party concerned must be informed of the cancellation.

5 The Board of Directors establishes the details and issues the instructions necessary for compliance with the preceding provisions. In special cases, it may grant exemptions from the



la règle concernant les Nominees. Le conseil d'administration peut déléguer ses tâches.

rule concerning Nominees. The board of directors may delegate its duties.

6 Le conseil d'administration indique dans la convocation à l'assemblée générale le jour de référence de l'inscription dans le registre des actions pour la participation et les droits de vote à l'assemblée générale.

6 The Board of Directors announces in the invitation to the General Meeting the closing date for entry in the share register for participation and voting rights.

Article 6
Offre publique d'acquisition

L'acquéreur d'actions de la Société n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux dispositions de l'art. 135 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF).

Article 6
Public takeover bid

A purchaser of shares in the Company is not obliged to make a public purchase offer in accordance with the provisions of Article 135 of the Financial Market Infrastructure Act (FMIA).

III. Organes de la Société

Article 7
Organes

Les organes de la Société sont:

A. l'assemblée générale

B. le conseil d'administration

C. l'organe de révision

III. Company organization

Article 7
Organs

The organs of the Company are as follows:

A. General Meeting

B. Board of Directors

C. Auditors

A. Assemblée générale

A. General Meeting

Article 8
Pouvoirs

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la société. Elle a les droits intransmissibles prévus par la loi.

The supreme organ of the Company is the General Meeting. It shall have the inalienable powers decreed by law.

Article 9**Assemblées générales ordinaires et extraordinaires**

1 L'assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

2 Les assemblées générales extraordinaires ont lieu lorsque le conseil d'administration ou l'organe de révision estime que cela est nécessaire ou par décision d'une assemblée générale. Au surplus, les actionnaires représentant ensemble 5 pour cent au moins du capital-actions ou des voix peuvent requérir par écrit la convocation d'une assemblée générale extraordinaire, en indiquant l'objet à porter à l'ordre du jour et les propositions, ou, dans la mesure où il s'agit d'élections, en indiquant les noms des candidats proposés.

3 Les assemblées générales peuvent se tenir simultanément en un ou plusieurs lieux de réunion, y compris à l'étranger, ou en combinaison avec des moyens électroniques (hybride). Les assemblées générales peuvent se tenir sous forme électronique sans lieu de réunion physique.

Article 10**Convocation**

1 L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou par les organes et les personnes indiquées par la loi.

2 L'assemblée générale est convoquée par une seule annonce dans la feuille officielle suisse du

Article 9**Ordinary and Extraordinary General Meetings**

1 The Annual General Meeting takes place within six months after the close of the financial year.

2 Extraordinary General Meetings take place when the Board of Directors or the Auditors deem this to be appropriate, or as decided by a General Meeting. In addition, shareholders representing at least 5 percent of the share capital or voting rights, may jointly request the calling of an extraordinary General Meeting, in writing specifying the items to be discussed, and the proposal, and in the case of elections, the name of the proposed candidate.

3 General Meetings may be held at one or several locations at the same time, including abroad, or in combination with electronic means (hybrid). General Meetings may be held electronically without a meeting place.

Article 10**Convocation**

1 The General Meeting is convened by the Board of Directors or by the organs and people designated by law.

2 The meeting is called by a single announcement in the Swiss Commercial



commerce. Les actionnaires nominatifs peuvent au surplus être informés par courrier simple à l'adresse inscrite en dernier dans le registre des actions. Sont mentionnés dans la convocation de l'assemblée générale les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions du conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

3 La convocation à l'assemblée générale annuelle doit attirer l'attention sur le fait que le rapport annuel, le rapport d'audit et le rapport annuel de rémunération sont publiés sur le site internet de la Société. Si les documents ne sont pas accessibles électroniquement, tout actionnaire peut exiger qu'ils lui soient délivrés à temps.

4 Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation (assemblée universelle). Aussi longtemps que les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée générale.

Article 11 **Ordre du jour**

1 Un ou plusieurs actionnaires qui représentent au moins 0.5 pour cent du capital-actions ou des voix peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour. La réquisition de l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doit être faite au conseil d'administration par écrit au moins 45 jours avant l'assemblée, avec indication de l'objet à

Gazette. Registered shareholders may in addition be informed in writing. In the convocation, the agenda as well as the proposals of the Board of Directors and the shareholders who requested a General Meeting or the listing of an item on the agenda are to be announced.

3 The convocation of the Annual General Meeting shall draw attention to the fact that the annual report, the audit report and the compensation report are published on the Company's website. If the documents cannot be accessed electronically, every shareholder may also ask for a copy of these documents to be sent to them without delay.

4 The owners or representatives of all shares may, if no objection is raised, hold a General Meeting without compliance with the prescribed formalities for convening (General Meeting). This meeting can validly discuss and decide upon any matters within the remit of the General Meeting provided that the holders or representatives of all the shares are present.

Article 11 **Agenda**

1 Shareholders representing at least 0.5 percent of the share capital or voting rights may request the inclusion of an agenda item. The inclusion of the agenda item must be applied for in writing to the Board of Directors at least 45 days before the meeting and shall specify the agenda item and the shareholders' proposals.

inscrire à l'ordre du jour et les propositions des actionnaires.

2 Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions de convoquer une assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial.

3 Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Article 12

Présidence de l'assemblée générale, représentation, scrutateurs, procès-verbal

1 L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut de celui-ci, par un membre du conseil d'administration. Lorsque ces derniers sont également absents, un président du jour sera désigné par l'assemblée générale.

2 Le président dispose de toutes les compétences nécessaires pour assurer un déroulement ordonné et régulier de l'assemblée générale.

3 Le président de l'assemblée désigne un secrétaire et les scrutateurs, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

4 Le conseil d'administration veille à la rédaction du procès-verbal, lequel doit être signé par le président et le secrétaire de l'assemblée. Le procès-verbal mentionnera les décisions et le résultat des élections, de même que les

2 The General Meeting cannot take any decisions regarding applications for items not duly announced; exceptions to this are applications for the convening of an extraordinary General Meeting or the conducting of a special audit.

3 Requests for items to be included on the agenda and for discussion without the taking of a decision do not require prior notice.

Article 12

Chair of the General Meeting, Representatives, Vote Counters, Minutes

1 The Chairman of the Board of Directors shall preside at the General Meeting, and in his absence any member of the Board of Directors. If they are absent too, the chairman is elected by the General Meeting.

2 The chairman has all the powers and authority necessary for the proper conducting of the General Meeting.

3 The chairman appoints a recording secretary and scrutizer, who do not need to be shareholders.

4 The Board of Directors is responsible for writing the minutes, which are to be signed by the chairman and the secretary. The minutes shall give information about decisions and elections and to declarations made on record by the shareholders.



déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Article 13
Droit de vote, représentation

1 Chaque action qui est inscrite au registre des actions en tant qu'action assortie d'un droit de vote donne droit à une voix. Les droits de vote et les droits annexes qui y sont associés ne peuvent être exercés à l'égard de la société par un actionnaire, un usufruitier d'actions ou une personne désignée que dans la mesure où cette personne est inscrite au registre des actions en tant qu'actionnaire ayant les droit de vote.

2 Un actionnaire ne peut être représenté à l'assemblée générale que par son représentant légal, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire, ou par le biais d'une procuration écrite ou électronique, ou par un autre actionnaire ayant les droits de vote, ou par le représentant indépendant des droits de vote (par biais d'une procuration écrite ou électronique). Toutes les actions détenues par un actionnaire ne peuvent être représentées que par un seul représentant. La Société n'accepte qu'un seul représentant par action.

3 Le conseil d'administration peut prendre les dispositions relatives à la participation à l'assemblée générale, à la représentation et la reconnaissance de procuration, ainsi que celles relatives à l'utilisation de procurations et instructions par voie électronique.

4 L'assemblée générale élit chaque année le représentant indépendant pour un mandat qui s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante. Le représentant indépendant est rééligible.

Article 13
Voting rights, Representation

1 Each share registered as a share with voting rights in the share register gives entitlement to one vote. Voting rights and appurtenant rights associated therewith may be exercised in relation to the Company by a shareholder, usufructuary of shares or nominee only to the extent that such person is recorded in the share register as a shareholder with voting rights.

2 A shareholder may only be represented at the General Meeting of shareholders by his legal representative, who does not have to be a shareholder, or by means of a written or electronic proxy, or another shareholder with voting rights, or the independent proxy (by way of a written or electronic proxy). All shares held by one shareholder must be represented by only one representative. The Company shall only accept one representative per share.

3 The Board of Directors may issue the procedural rules regarding admission to the General Meeting, representation and the recognition of proxies as well as the grant of proxies and instructions by electronic means.

4 The General Meeting elects the independent proxy annually. The term of office ends with the conclusion of the next ordinary General Meeting. Re-election is possible.

5 Lorsque la Société n'a pas de représentant indépendant pour quelque raison que ce soit, le conseil d'administration désigne le représentant indépendant pour la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Article 14
Décisions, élections

1 L'assemblée générale est habilitée à prendre ses décisions quel que soit le nombre des actionnaires présents ou des actions représentées.

2 Si la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, l'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées, abstraction faite des abstentions et des bulletins blancs ou nuls. Si une élection n'aboutit pas au premier tour et s'il y a plusieurs candidats en lice, la majorité relative suffit au second tour.

3 En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée n'a pas voix prépondérante.

4 Les décisions et les élections interviennent à main levée, à moins que l'assemblée générale ne décide de prendre les décisions ou de procéder aux élections par bulletin secret ou que le président de l'assemblée ne l'ordonne. Le président de l'assemblée peut ordonner qu'il soit procédé aux décisions ou élections par voie électronique. Le président de l'assemblée peut toujours remplacer une décision ou une élection à main levée par une délibération à bulletin secret, s'il estime qu'il y a un doute quant au résultat du vote. Si tel est le cas, la délibération

5 If the Company does not have an independent proxy for whatever reason, the Board of Directors shall appoint the independent proxy for the next General Meeting.

Article 14
Decisions, Elections

1 The General Meeting forms a quorum regardless of the number of shareholders present or the shares represented.

2 The General Meeting shall pass its resolutions and carry out its elections with an absolute majority of the votes cast, excluding abstentions, blank and invalid votes, provided that the law or the articles of association contain no provisions to the contrary. In case of elections, if an election is not made in the first-round of voting and if more than one candidate is available, a relative majority is sufficient in the second round.

3 In case of equal votes, the chairman has no casting vote.

4 Decisions are taken by open vote in the General Meeting, unless the General Meeting approves a written vote or the chairman orders such. Voting can also be carried out electronically on the orders of the chairman. The chairman may have an open vote repeated at any time by a written or electronic ballot, where, in his opinion, there are doubts about the vote. In this case, the previous vote is considered not to have occurred.



antérieure à main levée est réputée n'avoir pas eu lieu.

Article 15
Décisions importantes

1 Une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix représentées et la majorité absolue des valeurs nominales représentées est nécessaire pour :

1. La modification du but social;
2. La réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis;
3. L'augmentation du capital par conversion d'un excédent de capital, par apport en nature ou par compensation, et par l'octroi de priviléges spéciaux;
4. La limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel;
5. La création d'un capital conditionnel ou l'institution d'une marge de fluctuation;
6. La transformation de bons de participation en action;
7. La restriction de la transmissibilité des actions nominatives;
8. La création et la suppression des actions à droit de vote privilégié;
9. Le changement de la monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé;
10. L'introduction de la voix prépondérante du président à l'assemblée générale;
11. L'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'assemblée générale à l'étranger;
12. La décotation des titres de participation de la Société;
13. Le transfert du siège de la Société;

Article 15
Important decisions

1 A decision by the General Meeting consolidating at least two thirds of the votes represented and an absolute majority of the share par values represented is required for:

1. A change in the corporate purpose;
2. Consolidation of shares, insofar as this does not require the consent of all shareholders concerned;
3. Capital increase through the conversion of capital surplus, through contribution in kind or by offsetting against a claim, and the granting of special privileges;
4. The restriction or abolition of subscription rights;
5. The introduction of a conditional capital or the introduction of a capital band;
6. The conversion of participation certificates into shares;
7. Restriction on the transferability of registered shares;
8. The creation and abolition of shares with privileged voting rights;
9. Change of the currency of the share capital;
10. Introduction of the casting vote of the chairperson of the General Meeting;
11. Introduction of a provision in the articles of association allowing General Meetings to be held abroad;
12. The delisting of the equity securities of the Company;
13. The relocation of the registered office of the Company;

- | | |
|--|--|
| 14. L'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts; 15. La dissolution de la Société. | 14. The introduction of an arbitration clause in the articles of association; 15. The dissolution of the Company. |
|--|--|

2 Les décisions concernant la fusion, la scission et la transformation sont régies par les dispositions de la Loi Suisse sur la fusion.

2 Decisions on mergers, divisions and transformations shall be governed by the provisions of the Swiss merger law.

3 Les dispositions statutaires qui prévoient pour la prise de certaines décisions une plus forte majorité que celle prévue par la loi ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à la majorité prévue.

3 Provisions of the articles of association that specify a majority greater than that decreed by law for the taking of certain decisions shall only be introduced or modified with the specified majority.

B. Conseil d'administration

Article 16

Election, durée des fonctions, constitution

1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'1 (un) ou plusieurs membres, élus individuellement par l'assemblée générale chaque année pour un mandat qui s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible.

2 Lorsque la fonction de président du conseil d'administration est vacante, le conseil d'administration désigne le vice-président ou éventuellement un autre membre comme nouveau président pour la période allant jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante.

3 Sous réserve de l'élection du président du conseil d'administration et des membres du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration se constitue lui-même. Si le conseil d'administration est composé de plus d'1 (un) membre, il élit un président et,

B. Board of Directors

Article 16

Election, Term of Office, Constitution

1 The Company is managed by a Board of Directors composed of 1 (one) to more members, elected annually and individually by the General Meeting for a term of office extending until completion of the next ordinary General Meeting. Re-election is possible.

2 If the office of the chairman is vacant, the Board of Directors shall appoint a new chairman from among its members for the remaining term of office.

3 Except for the election of the chairman and the members of the nomination and compensation committee by the General Meeting, the Board of Directors shall constitute itself. If the Board of Directors is composed of more than 1 (one) member, it shall elect a chairman, possibly a



éventuellement, un vice-président et/ou un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un membre. vice-chairman and/or a secretary. The latter need not be a member of the Board of Directors.

4 Le conseil d'administration définit par ailleurs, dans les limites de la loi et des statuts, son organisation et les modalités de prise de ses décisions dans un règlement d'organisation.

Article 17 Pouvoirs et compétences

1 Le conseil d'administration exerce la haute direction de la Société et la surveillance sur les personnes chargées de la gestion.

2 Le conseil d'administration peut prendre des décisions sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées par la loi ou les statuts à l'assemblée générale. Il gère les affaires de la Société, dans la mesure où il n'en a pas délégué la gestion. Il représente la Société vis-à-vis des tiers et s'occupe de toutes les affaires dont la responsabilité n'est pas, en vertu de la loi, des statuts ou du règlement, du ressort d'un autre organe de la Société.

3 Le conseil d'administration peut, sur la base d'un règlement d'organisation, déléguer tout ou partie de la gestion de la Société à une ou plusieurs personnes, membres du conseil d'administration ou des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires. Le règlement d'organisation fixe les modalités de la gestion, détermine les postes nécessaires à cet égard, en définit les attributions et règle en particulier l'obligation de rendre compte.

4 The Board of Directors arranges moreover, subject to law and the articles of association, its own organization and decision-making by means of regulations.

Article 17 Functions and powers

1 The Board is responsible for the leadership of the Company and the monitoring of its management.

2 The Board of Directors may take decisions on all matters that are not delegated by law or the articles of association to the General Meeting. It shall lead all operations of the Company, where it has not delegated its management. It represents the Company externally and attends to all matters that are not under the law, articles of association or regulations of the Company delegated to another body.

3 The Board of Directors may, in accordance with organizational rules, assign the Company management or individual parts thereof to one or more persons, members of the Board of Directors or third parties, who do not need to be shareholders. The organizational rules regulate the management, the positions required for it, define their tasks and in particular regulate reporting.

Article 18
Décisions, procès-verbal

Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président ou tout autre membre du conseil d'administration convoque les réunions du conseil d'administration si et quand le besoin s'en fait sentir ou lorsqu'un membre en indiquant les raisons en fait la demande par écrit. Les réunions peuvent également se tenir par téléphone ou par vidéoconférence.

2 Le conseil d'administration atteint le quorum si la majorité de ses membres sont présents. Pour les résolutions prises par acte authentique notamment celles relatives aux augmentations de capital, aux fusions, aux scissions ou aux paiements ultérieurs du capital, la présence d'un membre du conseil d'administration est suffisante.

3 Sous réserve des dispositions du règlement d'organisation, le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent et aussi souvent que l'un de ses membres en fait la demande. Sous réserve des dispositions du règlement d'organisation, le conseil d'administration prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, le président a voix prépondérante.

4 Les résolutions du conseil peuvent, dans la mesure où la loi n'en dispose pas autrement, être adoptées par circulaire en utilisant le fax, le courrier conventionnel, le courrier électronique ou d'autres moyens de transmission qui permettent une vérification de la résolution par le texte, à moins qu'un membre ne demande une consultation verbale.

Article 18
Decisions, Minutes

1 The chairman or, should he be unable to do so, the vice-chairman or any other member of the Board of Directors shall convene meetings of the Board of Directors if and when the need arises or whenever a member indicating the reasons so requests in writing. Meetings may also be held by telephone or video conference.

2 The Board of Directors forms a quorum if a majority of its members are present. For resolutions taken by Public deed, in particular related to capital increases, mergers, demergers or subsequent payments of capital, the presence of one member of the Board of Directors is sufficient.

3 Subject to the provisions of the organizational rules, the Board of Directors meets as often as business requires and as often as is requested by a member. Subject to the provisions of the organizational rules, decisions are made by majority vote of members present. In the event of a tie, the chairman has the casting vote.

4 Resolutions of the Board of Directors can, as far as not stated otherwise by law, be adopted by circular using fax, conventional mail, e-mail or other means of transmission which allow for a verification of the resolution through text, unless a member demands verbal consultation.



5 Les résolutions sont confirmées dans le procès-verbal, qui doit être signé par le président en exercice et le secrétaire.

5 The resolutions shall be confirmed in the minutes, which are to be signed by the acting chairman and the secretary.

C. Comité de nomination et de rémunération du conseil d'administration

Article 19

Membres, durée des fonctions, constitution

1 Le comité de nomination et de rémunération est composé d'au moins 1 (un) membre du conseil d'administration.

2 L'assemblée générale élit les membres du comité de nomination et de rémunération chaque année et individuellement pour la durée d'un mandat jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire. La réélection est possible.

3 Lors de vacances dans le comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration désigne parmi ses membres les membres manquants jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

4 Le comité de nomination et de rémunération se constitue lui-même. Il désigne parmi ses membres un président. Le conseil d'administration peut adopter un règlement sur l'organisation, les devoirs et la prise de décisions du comité de nomination et de rémunération.

C. Nomination and Compensation Committee of the Board of Directors

Article 19

Election, Term of Office, Constitution

1 The Nomination and Compensation Committee shall be composed of a minimum of 1 (one) member of the Board of Directors.

2 The members of the Nomination and Compensation Committee are elected annually and individually by the General Meeting for a term of office extending until completion of the next ordinary General Meeting. Re-election is possible.

3 If the Nomination and Compensation Committee is not complete, the Board of Directors shall fill the open positions for the remaining term of office.

4 The Nomination and Compensation Committee is self-constituting. It determines its chairman. The Board of Directors may determine the duties and organization in a separate Charter for the Nomination and Compensation Committee.

Article 20
Pouvoirs et compétences

1 Le comité de nomination et de rémunération soutient le conseil d'administration lors de la planification de la succession des membres du conseil d'administration et de la direction.

2 Le comité de nomination et de rémunération soutient le conseil d'administration lors de la détermination et du contrôle de la politique et des directives de rémunération ainsi que des objectifs de performance. De plus, il soutient aussi le conseil d'administration lors de la préparation des propositions destinées à l'assemblée générale concernant la rémunération du conseil d'administration et de la direction. Le comité de nomination et de rémunération peut soumettre des propositions au conseil d'administration sur d'autres questions relatives aux rémunérations.

3 Le conseil d'administration peut attribuer au comité de nomination et de rémunération d'autres obligations relatives aux rémunérations, au personnel et aux domaines connexes.

Article 20
Functions and powers

1 The Nomination and Compensation Committee shall support the Board of Directors in the successors planning of the members of the Board of Directors and of the Executive Committee.

2 The Nomination and Compensation Committee shall support the Board of Directors in establishing and reviewing the compensation strategy and guidelines and the performance objectives as well as in preparing the proposals to the General Meeting regarding the compensation of the Board of Directors and of the Executive Committee, and may submit proposals to the Board of Directors in other compensation-related issues.

3 The Board of Directors may delegate further tasks to the Nomination and Compensation Committee regarding compensation, personnel, and any other related fields.

D. Organe de révision

Article 21

1 L'assemblée générale élit, pour une durée d'un an jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat au sens de la Loi sur la surveillance de la révision (LSR) en tant qu'organe de révision. L'organe de révision

D. External Auditor

Article 21

1 The General Meeting shall elect an external auditor under state supervision in accordance with the Federal Law on the Accreditation and Supervision of Auditors (RAG) for a term in office, which shall expire upon conclusion of the next ordinary General Meeting. The external



assume les pouvoirs et obligations qui lui sont attribués par la loi.

auditor shall comply with auditing and reporting duties in accordance with the relevant statutory provisions.

IV. Rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction

Article 22

Approbation des rémunérations

1 L'assemblée générale approuve chaque année, de façon spécifique et contraignante les propositions du conseil d'administration concernant les montants globaux:

- pour la rémunération maximale du conseil d'administration pour la durée jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire; et

- pour la rémunération maximale de la direction pour le prochain exercice social.

2 Le conseil d'administration peut faire des propositions s'écartant de ou supplémentaires à l'alinéa 1, ou diviser les divers éléments de rémunération et/ou les soumettre pour approbation à l'assemblée générale par rapport aux autres périodes de temps.

3 Si l'assemblée générale refuse l'approbation à un montant global ou plusieurs parties de montant, le conseil d'administration peut alors faire une nouvelle proposition lors de la même assemblée générale. S'il ne fait pas de proposition ou si celle-là est aussi refusée, le conseil d'administration peut alors convoquer une nouvelle assemblée générale et lui soumettre de nouvelles propositions à

IV. Remuneration of the members of the Board of Directors and the Executive Committee

Article 22

Approval of Remuneration

1 The General Meeting shall annually, separately and bindingly approve the proposals of the Board of Directors concerning the maximum overall amounts:

- of the maximum remuneration of the Board of Directors for the time-period until the next ordinary General Meeting; and

- of the maximum remuneration of the Executive Committee for the following financial year.

2 The Board of Directors may present deviating or additional proposals for approval by the General Meeting than determined in para 1 above, or may divide its respective proposals into other compensation elements and/or submit them for approval by the General Meeting with respect to different periods.

3 If the General Meeting withholds its approval, the Board of Directors may submit new proposals for approval to the same General Meeting. If the Board of Directors makes no new proposals or if the General Meeting likewise declines the new proposals, the Board of Directors may convene a new General Meeting and submit new proposals.

approuver quant aux montants globaux ou aux montants partiels.

4 La Société ou les sociétés qu'elle contrôle peuvent, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale ainsi que des dispositions pertinentes sur le remboursement, verser des indemnités avant l'approbation par l'assemblée générale.

5 Le conseil d'administration soumet le rapport annuel de rémunération à l'assemblée générale pour une votation consultative.

Article 23

Montant supplémentaire pour les rémunérations lors de changements au sein de la direction

1 Si l'indemnité approuvée n'est pas suffisante, la Société ou les sociétés qu'elle contrôle sont autorisées à verser une indemnité supplémentaire pour la durée des périodes de rémunération déjà approuvées à chaque personne qui entre à la direction après l'approbation de la rémunération par l'assemblée générale. Le montant supplémentaire ne peut dépasser, pour chaque période de rémunération, un total de 40% du dernier montant global approuvé. Le montant supplémentaire peut aussi être utilisé pour le paiement de compensation d'inconvénients subis par le nouveau membre de la direction comme conséquence de son changement de poste (indemnité d'entrée).

4 The Company or companies controlled by it may pay or grant compensation prior to approval by the General Meeting, subject to subsequent approval and respective claw-back provisions.

5 The Board of Directors shall submit the annual compensation report to an advisory vote of the General Meeting.

Article 23

Additional Amount

1 In case of insufficient compensation, the Company or the companies controlled by it shall be empowered to pay an additional amount for the duration of the remuneration periods already approved to any member who joins the Executive Committee after remuneration has been approved by the general meeting. Such additional amount shall not exceed, per each compensation period, in the aggregate 40% of the last approved overall amount of compensation for the Executive Committee. Such additional amount may also be used to compensate disadvantages and/or replace forfeited awards of a new member of the Executive Committee due to the change of employment (replacement awards).



Article 24

Principes de rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction

Article 24

Principles of Remuneration to the members of the Board of Directors and the Executive Committee

1 La rémunération peut être faite sous forme d'argent, d'actions, d'autres titres de participations, d'options, d'instruments ou d'unités comparables. Par ailleurs, des prestations en nature ou des services peuvent être fournis.

2 En plus d'une rémunération fixe, les membres du conseil d'administration et de la direction peuvent recevoir une indemnité variable, qui est fixée en fonction du chiffre d'affaires de la Société et de l'atteinte des objectifs de performance. Les objectifs de performance peuvent être des objectifs personnels, des objectifs de l'entreprise ou de certains secteurs ainsi que des objectifs calculés par rapport au marché, à d'autres entreprises de dimension similaire, en tenant compte de la fonction et du niveau de responsabilité du bénéficiaire de l'indemnité variable. Le conseil d'administration ou, après délégation, le comité de rémunération, détermine l'importance des objectifs et leurs valeurs respectives et évalue la réalisation des objectifs au terme de l'exercice social.

3 En cas d'attribution de participations ainsi que de droits de conversion et d'option, ou d'autres droits se rapportant à des titres de participations, le montant de la rémunération correspond à la valeur des titres ou des droits attribués au moment de l'attribution selon les méthodes de calcul notoirement reconnues. Le conseil d'administration détermine les conditions d'attribution, les conditions d'acquisition, les conditions et les délais

1 Compensation may be paid or granted in the form of cash, shares, other securities, options, comparable instruments or units, as well as contribution in kind, or in the form of other types of benefits.

2 In addition to a fixed compensation, members of the Board of Directors and of the Executive Committee may be paid a variable compensation, depending on the achievement of certain performance criteria. The performance criteria may include individual targets, targets of the Company or parts thereof and targets in relation to the market, indexes, other companies or comparable benchmarks, taking into account position and level of responsibility of the recipient of the variable compensation. The Board of Directors, or where delegated to it, the nomination and compensation committee, shall determine the relative weight of the performance criteria and the respective target values and shall assess the goals at the end of a financial year.

3 In case of granting of awards, conversion or option rights or comparable instruments or units, compensation shall be valued in accordance with generally recognized valuation methods as per the grant date of the respective compensation element. The Board of Directors, shall determine grant, vesting, blocking, exercise or forfeiture conditions. In the event of pre-determined events such as a change-of-control or termination of an employment or

d'exercice ainsi que tout délai de blocage ou de déchéance. Celles-ci peuvent prévoir qu'à cause de la réalisation d'évènements déterminés à l'avance, comme un changement de contrôle ou la fin de rapports de travail ou de mandat, des conditions d'acquisition, des conditions et délais d'exercice ainsi que des délais de blocage sont encore valables, réduits ou abrogés, que des indemnités seront versées si les valeurs des objectifs sont atteintes, ou que les indemnités tombent en tout ou en partie en déchéance. Le conseil d'administration règle les détails dans un ou des règlements. La Société peut acquérir les actions nécessaires ou d'autres titres de participations sur le marché ou les rendre disponibles en utilisant son capital conditionnel ou capital autorisé.

4 Les membres du conseil d'administration peuvent être indemnisés en liquide pour leur activité fournie à la Société, ou à des sociétés directement ou indirectement contrôlées par la Société, qui n'est pas faite dans le cadre de leur mandat comme membre du conseil d'administration, selon les principes habituels du marché. Ces indemnités font partie de la rémunération globale selon l'article 22.

5 La rémunération peut être versée par la Société ou par les sociétés qu'elle contrôle.

6 L'attribution de participations ainsi que de droits de conversion et d'option, ou d'autres droits sur des titres de participation, que les membres du conseil d'administration et de la direction ont reçu en leur qualité d'actionnaire de la Société (par exemple des droits de souscription dans le cadre d'une augmentation du capital ou des options dans le cadre d'une réduction de capital), n'est pas considérée

mandate agreement, the Board of Directors may provide, among other things, for continuation, acceleration or removal of vesting, blocking or exercise conditions, for payment or grant of compensation based upon assumed target achievement, or for part or full forfeiture. The details shall be determined in one or more separate plan rules. The Company may procure the required shares through purchases in the market or by using conditional share capital or authorized share capital.

4 The members of the Board of Directors providing services to the Company or other group companies in a function other than as members of the Board of Directors may receive a cash compensation according to standard market rates. Such compensation is part of the total compensation according to Article 22.

5 Compensation may be paid or granted by the Company or companies controlled by it.

6 The allocation of equity securities, conversion rights, option rights or other rights with equity securities as underlying that members of the Board of Directors and members of the Executive Committee receive in their function as shareholders of the Company (e.g. subscription right within a capital increase or option rights within a capital reduction) shall not be considered as compensation and are not subject to this provision.



comme une rémunération et n'est pas concernée par cette disposition.

V. Contrats avec les membres du Conseil d'administration et de la Direction

Article 25 Contrats

1 La Société ou les sociétés qu'elle contrôle peuvent conclure avec les membres du conseil d'administration des contrats sur la rémunération. La durée et la fin sont fixées en fonction de la durée du mandat et de la loi.

2 La Société ou les sociétés qu'elle contrôle peuvent conclure avec les membres de la Direction des contrats de travail de durée déterminée ou indéterminée. Les contrats de durée déterminée sont conclus pour une durée maximale d'une année; un renouvellement est possible. Les contrats de durée indéterminée contiennent un délai de congé de douze mois au maximum.

3 La Société ou les entreprises qu'elle contrôle peuvent convenir avec les membres de la direction d'une prohibition de faire concurrence d'une durée maximale d'une année après la fin des rapports de travail. L'indemnité correspondante ne doit pas dépasser la rémunération moyenne qui a été versée aux membres de la direction concernés lors des trois derniers exercices. .

V. Contracts with members of the Board of Directors and of the Executive Committee

Article 25 Contracts

1 The Company or companies controlled by it may enter into agreements with members of the Board of Directors relating to their compensation. Duration and termination shall comply with the term of office and the law.

2 The Company or companies controlled by it may enter into definite or indefinite employment contracts with members of the Executive Committee. The duration of definite employment contracts shall not exceed one year; renewal is possible. The termination notice period of indefinite employment contracts may not exceed 12 months.

3 The Company or companies controlled by it may enter into non-compete agreements with each member of the Executive Committee for the time after termination of the employment agreement for a duration of up to one year. The compensation for such agreements shall not exceed the average annual compensation of such member of the Executive Committee during the last three financial years.

VI. Mandats externes au groupe, prêts et crédits**Article 26
Mandats**

1 Aucun membre du conseil d'administration ne peut détenir plus de dix mandats supplémentaires, parmi lesquels pas plus de quatre ne peuvent être détenus pour des sociétés cotées en bourse.

2 Aucun membre de la direction ne peut détenir plus de dix mandats supplémentaires, parmi lesquels pas plus de deux ne peuvent être détenus pour des sociétés cotées en bourse.

3 Ne sont pas soumis à ces limitations les mandats (a) dans des sociétés contrôlées par la Société ou qui contrôlent la Société, (b) détenus par un membre du conseil d'administration ou de la direction à la demande de la Société ou de sociétés contrôlées par elle, ainsi que (c) dans des associations et des fédérations, des organisations caritatives, des fondations, des trusts et des fondations de prévoyance pour les employés. Aucun membre du conseil d'administration ou de la direction ne peut détenir plus de 40 mandats tels que ceux mentionnés sous (a), respectivement plus de 15 mandats tels que ceux mentionnés sous (b) et (c).

4 Sont considérés comme mandats, les mandats dans l'organe suprême de direction d'une entité juridique tenue d'être inscrite au registre du commerce ou dans un registre équivalent à l'étranger. Les mandats dans des entités juridiques différentes, mais sous contrôle

VI. External Mandates, Loans and Credits**Article 26
External Mandates**

1 No member of the Board of Directors may hold more than ten (10) additional mandates of which no more than four (4) mandates in listed companies.

2 No member of the Executive Committee may hold more than ten (10) additional mandates of which no more than two (2) mandates in listed companies.

3 The following mandates are not subject to these limitations: (a) mandates in companies which are controlled by the Company or which control the Company; (b) mandates held at the request of the Company or companies controlled by it; as well as (c) mandates in associations, charitable organizations, foundations, trusts, employee pension foundations. No member of the Board of Directors or of the Executive Committee shall hold more than forty (40) of such mandates as mentioned under (a) above, respectively fifteen (15) of such mandates as mentioned under (b) and (c) above.

4 Mandates shall mean mandates in the supreme governing body of a legal entity, which is required to be registered in the commercial register or a comparable foreign register. Mandates in different legal entities that are under joint control are deemed one mandate.



uniforme ou d'un même ayant droit économique,
sont considérés comme un seul mandat.

Article 27
Prêts et crédits

1 Avec l'approbation du conseil d'administration, la Société peut, sous réserve de dispositions légales applicables, accorder des prêts ou des crédits à des membres du conseil d'administration ou de la direction aux conditions usuelles du marché, et à condition que leur montant n'excède pas 100% de la dernière rémunération annuelle du membre concerné.

Article 27
Loans and Credits

1 Upon approval by the Board of Directors and subject to applicable laws, the Company may grant credits and loans to members of the Board of Directors or Executive Committee at market conditions. The total amount of such credits and loans shall not exceed 100% of the last annual remuneration of the member concerned.

VII. Exercice social, finances

Article 28
Exercice social

L'exercice social est fixé par le conseil d'administration.

VII. Financial year, financial issues

Article 28
Financial year

The financial year is determined by the Board of Directors.

Article 29
Affectation du bénéfice résultant du bilan, réserves, dividendes

1 L'assemblée générale décide de l'affectation du bénéfice résultant du bilan conformément aux dispositions légales.

Article 29
Use of retained earnings, reserves, dividends

1 The General Meeting shall decide upon the use of the balance sheet profit, taking into account the provisions of the law.

2 L'assemblée générale peut décider de la constitution de réserves supplémentaires, en sus des réserves prévues par la loi.

2 In addition to the statutory reserves, the General Meeting may establish additional reserves.

3 Tous les dividendes qui n'ont pas été réclamés dans les 5 ans à compter de leur exigibilité échoient à la société et sont attribués à la réserve générale.

3 Dividends that have not been drawn for 5 years from their due date shall pass to the Company and will be allocated to the general reserve.

VIII.Dissolution et liquidation**VIII. Dissolution and liquidation****Article 30**

1 L'assemblée générale peut en tout temps décider la dissolution et la liquidation de la Société conformément aux dispositions légales et statutaires.

2 La liquidation a lieu par les soins du conseil d'administration, à moins que l'assemblée générale ne désigne d'autres liquidateurs. La liquidation de la Société s'effectue conformément à la loi. Les liquidateurs sont autorisés à vendre les actifs (y compris les immeubles) de gré à gré.

3 L'actif disponible, après paiement des dettes, est réparti entre les actionnaires conformément à leurs participations respectives, déterminées en fonction de la valeur nominale.

Article 30

1 The General Meeting may at any time decide the dissolution and liquidation of the Company in accordance with the legal and statutory provisions.

2 Liquidation is carried out by the Board of Directors, unless the general meeting appoints other liquidators. The liquidation of the Company shall be in accordance with the law. The liquidators may sell assets (including immovable property) at its discretion.

3 After the clearance of debts, the assets will be distributed among the shareholders in proportion to their respective shares, determined according to par value.

IX. Publications, communications et convocations**IX. Notices, announcements and convening of meetings****Article 31****Article 31**

1 La feuille officielle suisse du commerce est l'organe de publication de la Société. Le conseil d'administration peut désigner des organes de publication supplémentaires.

2 Les communications de la Société aux actionnaires se font par publication dans la feuille officielle suisse du commerce ou, pour les actionnaires nominatifs, par courrier simple à l'adresse de l'actionnaire inscrite en dernier dans le registre des actions.

1 The Company's organ of publication is the Swiss Commercial Gazette. The Board is authorized to designate additional publication organs.

2 Communications of the Company to shareholders shall be by publication in the Swiss Commercial Gazette or, for registered shareholders, by ordinary mail to the last address entered in the shareholder register.



Article 32

1 Dans le cadre de l'augmentation ordinaire du capital du 13 septembre 2013, la Société reprend de Pierrel S.p.A., avec siège à Milan, Italie - selon le contrat d'apport en nature du 13 septembre 2013 - 742'574 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1 chacune de Pierrel Research International AG, avec siège à Thalwil, pour un prix et une valeur de EUR 26.68 (arrondi) chacune, au total EUR 19'808'805.11 (arrondi), mais au moins équivalent à CHF 0.01 par action, pour lesquelles 232'045'803 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 0.01 chacune reviennent à l'apporteuse.

2 Dans le cadre de l'augmentation ordinaire du capital du 13 septembre 2013, la Société reprend de Fin Posillipo S.p.A., avec siège à Milan, Italie - selon le contrat d'apport en nature du 13 septembre 2013 - 231'549 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1 chacune de Pierrel Research International AG, avec siège à Thalwil, pour un prix et une valeur de EUR 26.68 (arrondi) chacune, au total EUR 6'176'770.28 (arrondi), mais au moins équivalent à CHF 0.01 par action, pour lesquelles 72'356'405 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 0.01 chacune reviennent à l'apporteuse.

Article 33

Dans le cadre de l'augmentation ordinaire du capital du 14 juillet 2016, la Société reprend des apporteurs suivants - selon les contrats d'apport en nature du 24 juin 2014 - 208'163 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1 chacune de Relief Therapeutics SA, avec siège

1 According to the ordinary share capital increase of 13 September 2013 and the contribution in kind agreement of 13 September 2013 the Company takes over from Pierrel S.p.A., having its registered office in Milan, Italy, 742'574 registered shares with a nominal value of CHF 1 each in PRINT at a price and value of each EUR 26.68 (rounded), in total EURO 19'808'805.11, at least however, when converted, CHF 0.01 for each share, for which Pierrel S.p.A., as consideration, receives 232'045'803 fully paid-in registered shares of the Company, with nominal value of CHF 0.01.

2 According to the ordinary share capital increase of 13 September 2013 and the contribution in kind agreement of 13 September 2013 the Company takes over from Fin Posillipo S.p.A., having its registered office in Milan, Italy, 231'549 registered shares with a nominal value of CHF 1 each in PRINT at a price and value of each EUR 26.68 (rounded), in total EUR 6'176'770.28, at least however, when converted, CHF 0.01 for each share, for which Fin Posillipo S.p.A., as consideration, receives 72'356'405 fully paid-in registered shares of the Company, with nominal value of CHF 0.01.

Article 33

According to the ordinary share capital increase of 14 July 2016 and the contribution in kind agreements of 24 June 2016, the Company takes over from the following investors 208'163 registered shares with a nominal value of CHF 1 each in Relief Therapeutics SA in Geneva, at a

à Genève, pour une valeur totale de CHF 11'969'372.50, for which 11'969'372.50, pour lesquelles 1'196'937'250 actions nominatives de la Société entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 0.01 chacune sont émises à une valeur de CHF 0.04 chacune en faveur des apporteurs.

| Apporteur / Investor | | Apport en nature / Investment | Actions / Shares | Valeur / Value |
|----------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| GEM Global Yield Fund LLC S.C.S. | Luxemburg - Luxemburg | 106'163 | 610'437'250 | 6'104'372.50 |
| Michel Dreano | F-74106 Collonges sous Salève | 34'000 | 195'500'000 | 1'955'000 |
| Django Trading Sàrl | CH-1400 Yverdon-Les-Bains | 34'000 | 195'500'000 | 1'955'000 |
| Yves Sagot | F-74160 Beaumont | 34'000 | 195'500'000 | 1'955'000 |
| Total | | 208'163 | 1'196'937'250 | 11'969'372.50 |

Article 33a

Dans le cadre de l'augmentation ordinaire du capital décidée le 14 novembre 2025 et exécutée le 10 décembre 2025, la Société reprend des apporteurs suivants - selon le contrat d'apport en nature du 10 décembre 2025 - 1'000'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.10, avec restrictions quant à la transmissibilité selon statuts, de la société NeuroX Group SA (CHE-324.977.766), à Lausanne, pour une valeur totale de CHF 14'000'000, pour lesquelles 140'000'000 actions nominatives, d'une valeur nominale de CHF 0.10.- chacune entièrement libérée et émises au pair, sont émises en faveur des apporteurs.

Article 33a

As part of the ordinary capital increase decided on November 14, 2025, and executed on December 10, 2025, the Company takes over the following contributors - in accordance with the contribution in kind agreement dated December 10, 2025 - 1,000,000 registered shares with a par value of CHF 0.10, with restrictions on transferability in accordance with the articles of association, of NeuroX Group SA (CHE-324.977.766), in Lausanne, for a total value of CHF 14,000,000, for which 140,000,000 registered shares with a par value of CHF 0.10 each, fully paid up and issued at par, are issued in favor of the contributors.





| Apporteur / Investor | Apport en nature / Investment | Actions / Shares | Valeur / Value |
|--|--------------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| BFG Partners International Ltd | 235'099 | 32'913'860 | CHF 3'291'386 |
| Flow Enterprises SA | 200'000 | 28'000'000 | CHF 2'800'000 |
| AlbaCore Partners III Investment Holdings Designated Activity Company | 75'084 | 10'511'760 | CHF 1'051'176 |
| Ravi Tej Tadi | 52'655 | 7'091'700 | CHF 709'170 |
| AlbaCore Partners II Investment Holdings D Designated Activity Company | 39'204 | 5'488'560 | CHF 548'856 |
| Concord Innovation Fund II, LP | 33'133 | 4'638'620 | CHF 463'862 |
| Pierre-Emmanuel Meyer | 29'563 | 4'138'820 | CHF 413'882 |
| Dune Invest AG | 26'302 | 3'682'280 | CHF 368'228 |
| Vermillon Ltd | 24'509 | 3'431'260 | CHF 343'126 |
| Nicolas Jenik | 24'213 | 3'389'820 | CHF 338'982 |
| Eric Sarasin | 22'020 | 3'082'800 | CHF 308'280 |
| Umesh Choudhari | 20'911 | 2'927'540 | CHF 292'754 |
| Salica Access Fund IV SCSp | 20'000 | 2'800'000 | CHF 280'000 |
| Techno Services S.A. | 19'367 | 2'711'380 | CHF 271'138 |
| Frédéric de Raemy | 17'500 | 2'450'000 | CHF 245'000 |
| Jonathan Brown | 17'500 | 2'450'000 | CHF 245'000 |

| | | | |
|-----------------------------------|--------|-----------|-------------|
| NextWave Swiss Capital Group SA | 15'000 | 2'100'000 | CHF 210'000 |
| Salica Access Fund II LP | 12'650 | 1'771'000 | CHF 177'100 |
| Salica Access Fund III LP | 12'650 | 1'771'000 | CHF 177'100 |
| MedHoldings SA | 9'000 | 1'260'000 | CHF 126'000 |
| Andrea Vallabh | 8'500 | 1'190'000 | CHF 119'000 |
| Unico Digital SA | 8'254 | 1'155'560 | CHF 115'556 |
| Thomas Andreas Bieri-Eugster | 7'745 | 1'084'300 | CHF 108'430 |
| Walid Hanna | 6'000 | 840'000 | CHF 84'000 |
| AlbaCore Strategic Investments LP | 5'712 | 799'680 | CHF 79'968 |
| Ideao SA | 4'000 | 560'000 | CHF 56'000 |
| Michael Stünkel | 4'000 | 560'000 | CHF 56'000 |
| Olaf Blanke | 4'000 | 560'000 | CHF 56'000 |
| Emily Vossen | 4'000 | 560'000 | CHF 56'000 |
| AAAMB LLC | 3'918 | 548'520 | CHF 54'852 |
| Patrick Ramsauer Elsayan | 3'824 | 535'360 | CHF 53'536 |
| Yuma Capital Partners AG | 3'755 | 525'700 | CHF 52'570 |
| Brad Hollinger | 3'333 | 466'620 | CHF 46'662 |
| Iridium Resources Ltd | 3'216 | 450'240 | CHF 45'024 |
| Martin Reiss | 3'000 | 420'000 | CHF 42'000 |
| Ignacio Moyano | 2'508 | 351'120 | CHF 35'112 |
| Ilias Sarras | 2'495 | 349'300 | CHF 34'930 |
| Sylvia Panijel Charvillat | 2'334 | 326'760 | CHF 32'676 |
| German Theler | 1'965 | 275'100 | CHF 27'510 |
| Blue Sea Ventures SPF Sàrl | 1'835 | 256'900 | CHF 25'690 |
| Guillaume Roger Paul Bouchez | 1'667 | 233'380 | CHF 23'338 |



| | | | |
|-----------------------------------|-------|---------|------------|
| Norbert et Monika Nesseler Varain | 1'284 | 179'760 | CHF 17'976 |
| David Chitrin | 1'280 | 179'200 | CHF 17'920 |
| Arash Salarian | 1'274 | 178'360 | CHF 17'836 |
| Elie Yared | 1'002 | 140'280 | CHF 14'028 |
| Edward Pisano | 768 | 107'520 | CHF 10'752 |
| MHA LLC | 720 | 100'800 | CHF 10'080 |
| Tomas Maliar Smolarz | 682 | 95'480 | CHF 9'548 |
| Linz NA Investments PTY Ltd | 401 | 56'140 | CHF 5'614 |
| Carlo Trugenberger | 368 | 51'520 | CHF 5'152 |
| John McCarthy | 368 | 51,520 | CHF 5'152 |
| Kristine Simmons | 321 | 44'940 | CHF 4'494 |
| Alexander Russel | 312 | 43'680 | CHF 4'368 |
| Evgeny Bogdanov | 258 | 36'120 | CHF 3'612 |
| Morgan Pelas | 184 | 25'760 | CHF 2'576 |
| Nicolas Treand | 184 | 25'760 | CHF 2'576 |
| Karim Kanoun | 157 | 21'980 | CHF 2'198 |
| Alice Tonazzini | 16 | 2'240 | CHF 224 |

Article 34

En cas de divergences entre la version française et la traduction anglaise des présents statuts, la version française fait foi.

Article 34

In case of any discrepancies between the French version of these articles of association and the English translation, the French version shall prevail.

STATUTS ACTUELLEMENT EN VIGUEUR CERTIFIES CONFORMES, dûment mis à jour suite aux décisions du Conseil d'administration du 16.01.2026. Genève, le 16.01.2026.

